



SYNDICAT DE DEFENSE DES POLICIERS MUNICIPAUX **CONGRES NATIONAL DE LA POLICE TERRITORIALE®**

1^{er} Syndicat National Professionnel

Paris, le 11 mai 2017.

COMMUNIQUE

Le Syndicat des Policiers Municipaux insatisfait des propositions des Républicains en matière de sécurité.

Le Syndicat de Défense des Policiers Municipaux (SDPM), 1^{er} organisation de la profession, a pris connaissance du programme de sécurité du groupe « Les Républicains » à l'aube des législatives.

S'agissant des Policiers Municipaux, les propositions se réduisent à « *Nous renforcerons les effectifs des forces de l'ordre avec 10 000 postes supplémentaires. Les polices municipales seront confortées dans leur rôle de 3e force de sécurité intérieure et seront armées, sauf refus des maires.* »

Soit rien de bien plus que ce qui existe actuellement.

Exit, la généralisation des services de police municipale armés dans toutes les communes de plus de 10 000 habitants comme le préconisait le candidat FILLON.

François BAROIN reste fidèle à son idéologie véhiculée au sein de l'association des maires de France (AMF dont il est le Président), en éludant le rôle majeur policiers municipaux dans la lutte contre l'insécurité.

Son programme particulièrement laconique sur l'état de la sécurité publique et son organisation, le rend peu crédible.

La sécurité publique en France, a besoin d'une réforme structurelle profonde, incluant les policiers municipaux.

Recruter 5 000 ou 10 000 gendarmes et policiers nationaux, est une goutte d'eau diluée dans un océan, lorsque l'on sait que sur plus de 200 000 agents des forces d'état, seuls 5 000 sont présents sur la voie publique à l'instant T (rapport cour des comptes).

Le Bureau National